

## **L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique dans toute l'Europe et exacerbe la crise politique en Grèce**

***Pour les travailleurs grecs, c'est le moment d'imposer la grève générale, de faire chuter Papandréou et d'apporter leur propre solution à la crise !***

L'annonce d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou est un séisme politique qui révèle et concentre toutes les contradictions de la situation européenne. Les marchés financiers et les gouvernements de l'Union européenne sont pris de terreur rien qu'à l'idée que tout un peuple puisse donner son avis, fût-ce par un référendum institutionnel, sur le nouveau plan d'austérité qu'ils ont décidé de lui imposer, d'une violence pire encore que les précédents. Car **ils savent que les peuples d'Europe rejettent leurs plans et que les travailleurs, travailleuses et jeunes de Grèce, qui les ont déjà subis de plein fouet, sont à l'avant-garde de la résistance, montrant le chemin à tous les autres travailleurs.** Ils savent qu'une éventuelle victoire du « Non » serait une catastrophe pour leur zone euro, leur Union européenne et leur système financier, avec des conséquences mondiales incalculables.

Si Papandréou en arrive à une telle décision et s'il met même en jeu sa place en demandant un vote de confiance incertain au Parlement, ce n'est évidemment pas parce qu'il serait devenu un démocrate soucieux de l'avis du peuple ! Ce n'est pas non plus une décision prise sous le coup de la panique, mais **un vrai pari stratégique pour tenter de vaincre politiquement les travailleuses et travailleurs grecs de plus en plus radicaux.** En effet, la puissance de leur résistance depuis trois ans, l'extension et la radication constantes de la mobilisation, la montée de son auto-activité dans tout le pays, le refus massif de payer les impôts et les taxes, le succès record de la grève générale et des manifestations des 19 et 20 octobre, la tentative d'invasion du parlement, l'annulation des cérémonies de la fête nationale le 27 octobre (avec un président de la République obligé de fuir face aux manifestants !), la crise au sein du PASOK au pouvoir lui-même... conduisent à un **crise de gouvernement** qui pourrait très vite devenir une crise du régime.

**De plus en plus discrédité, le Premier ministre Papandréou, qui a pourtant accepté de se soumettre aux injonctions des banques, du FMI et des principales puissances de l'Union européenne (France et surtout Allemagne) est désormais incapable de faire passer leurs plans.** C'est pourquoi il décide de tenter le pari extrêmement risqué de se relégitimer par un référendum en misant sur le chantage d'une faillite totale de la Grèce, sur le déchaînement des médias, sur l'atomisation des électeurs et sur la soi-disant « majorité silencieuse » qu'invoquent toujours les partis bourgeois quand ils sont contestés par les travailleurs et la jeunesse en lutte. Il espère que les marchés financiers lui laisseront le temps de tenir le référendum et qu'en le gagnant, il emporterait le bras de fer qui l'oppose aux résistants de plus en plus nombreux et radicaux.

Il n'est cependant pas dit que l'opposition de droite au PASOK, la « Nouvelle démocratie » liée à Merkel et Sarkozy, le laisse aller jusqu'au bout de cette opération. En effet, les risques que le « Non » l'emporte sont élevés. De plus, avant même la tenue du référendum, la simple hausse de la probabilité que la Grèce se retrouve en situation de défaut total et désordonné risque d'accroître considérablement la pression sur les dettes des autres pays les plus fragiles, dont l'Italie et l'Espagne, ainsi que sur les banques les plus fragiles, menaçant de faire voler en éclat la rustine de l'accord européen du 26 octobre et de provoquer un véritable tsunami dans toute la zone euro, avec des effondrements en série. Enfin, de nouveaux députés et responsables du PASOK démissionnent ou protestent contre Papandréou. **L'hypothèse d'une chute du gouvernement est présente dans tous les esprits.** Mais, qu'elle ait lieu ces prochains jours, un peu plus tard ou après une victoire du « Non », elle ne pourrait entraîner que la mise en

place d'un gouvernement d'union nationale entre le PASOK ou une partie du PASOK et la droite ou une partie de la droite, dont la politique « alternative » serait de faire appliquer les mêmes plans que Papandréou, mais par la force (interdiction des grèves et des manifestations, répression généralisée). On peut mesurer la réalité d'une telle menace à la décision de Papandréou, dénoncée par la droite, de remplacer tout l'état-major de l'armée grecque, mis en place en 2009 par la droite, comme s'il craignait un coup d'État militaire. Le problème (et la raison pour laquelle Papandréou veut pour le moment éviter cette solution), c'est que la mise en place d'un tel gouvernement autoritaire (avec dans son sillage une montée en puissance de l'extrême droite, qui se développe sensiblement depuis trois ans) aurait pour conséquence immédiate une nouvelle radicalisation de la lutte des classes, aux conséquences incalculables. Et cela d'autant plus que la situation est marquée par les processus révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte, où les masses ont vaincu la répression. **Le pari stratégique de Papandréou est donc une tentative désespérée pour éviter que la situation pré-révolutionnaire qui s'installe en Grèce ne débouche sur une situation ouvertement révolutionnaire.**

Pour les travailleurs, les travailleuses et la jeunesse aussi, le signal doit être clair : **il est hors de question d'attendre un référendum** dont la question sera forcément biaisée, avec plusieurs semaines de propagande médiatique et un chantage odieux pour faire accepter le plan d'austérité aux électeurs déboussolés en leur disant : il faut voter « oui » ou ce sera le chaos. **La crise politique exacerbée par l'annonce de Papandréou est le moment ou jamais pour réaliser la grève générale, faire chuter le gouvernement Papandréou tout en interdisant un retour de la droite au pouvoir, pour imposer un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations !** Il s'agit d'imposer cette solution aux directions syndicales, aux réformistes et aux staliniens du KKE, en les obligeant à rompre avec leur logique légaliste, institutionnelle et électoraliste ou en les démettant de leurs mandats s'ils refusent. La classe ouvrière grecque fait tourner le pays, elle a déjà montré qu'elle pouvait le paralyser : elle détient entre ses mains les clés de la situation. Le niveau désormais atteint par l'auto-activité des masses pose concrètement la question décisive de mettre en place dans tout le pays des comités auto-organisés qui élaborent une véritable alternative politique en se fédérant à tous les niveaux, en dynamisant et dirigeant la résistance et en défendant un programme de rupture avec le FMI, l'UE, les banques et les trusts capitalistes. Les révolutionnaires et notamment les différents groupes qui se revendiquent du trotskysme doivent convaincre que seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes pourra mettre en œuvre un tel programme. Pour cela, ils doivent se regrouper immédiatement, au-delà de leurs divergences, en discutant collectivement, pour former un parti révolutionnaire unifié et pluraliste avec un congrès constituant ouvert à toutes et tous les militants de l'avant-garde grecque indépendants des réformistes et du KKE et qui cherchent une alternative en termes de pouvoir des travailleurs.

Les travailleurs conscients d'Europe et du monde sont solidaires du peuple grec. **Il s'agit de se mobiliser pour suivre de près ces événements d'importance mondiale et soutenir par tous les moyens les mobilisations des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse de Grèce.** C'est d'autant plus vrai en France, où nous luttons contre Sarkozy, qui est l'un des principaux ennemis impérialistes du peuple grec, tout en combattant la fausse « alternative » de Hollande, le Papandréou français.

Cela implique de **proposer dans les plus brefs délais aux partis du mouvement ouvrier et aux syndicats une manifestation de soutien pour dire : ce n'est pas à Sarkozy de décider à la place du peuple grec !** À bas le plan d'austérité ignoble imposé aux travailleurs grecs ! À bas le budget d'austérité de Sarkozy contre les travailleurs et les jeunes en France aussi !

Nous y développerions bien sûr également nos propres mots d'ordre : travailleurs et jeunes de toute l'Europe, suivons l'exemple de nos camarades grecs ! Soulevons-nous contre les gouvernements à la botte des banquiers et des patrons ! Ils sont une poignée et nous sommes des millions : pour imposer nos solutions, imposons notre gouvernement, celui des travailleurs !

*Paris, le 2 novembre 2011*

**Site de la Tendence CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>  
Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)  
Téléphone : 06 64 91 49 63**